

La reprise est bien engagée au Mexique

Les chiffres l'indiquent clairement : l'économie mexicaine évolue dans la bonne direction et poursuit son redressement vigoureux après la crise économique qui l'a frappée en 1994 et en 1995.

Au Mexique, la croissance économique a été d'environ 7 % en 1996, faisant ainsi mentir toutes les principales prévisions. Aussi, cette vigueur devrait-elle se maintenir tout au long de 1998. L'inflation, bien qu'élevée, a reculé considérablement : après avoir franchi la barre des 50 % en 1995, elle n'était plus que de 27 % en 1996. Cette baisse s'est accompagnée d'un recul des taux d'intérêt, qui sont tombés au niveau acceptable de 20,5 % l'an dernier.

Bien que le peso mexicain soit maintenant flottant, il est demeuré remarquablement stable, appuyé par un solide regain de l'investissement étranger au pays. Selon les prévisions économiques, toutefois, le peso reculera de 5 % à 10 % par rapport au dollar américain avant la fin de 1997.

La restructuration de l'économie se poursuit

Malgré les difficultés économiques du Mexique au cours des deux dernières années, le gouvernement du président Zedillo n'a pas dévié de son objectif de transformer le Mexique en une économie ouverte, axée sur le marché.

Il y a dix ans à peine, l'économie mexicaine était protégée par des barrières tarifaires élevées et était dominée par des entreprises étatiques. Avec l'adhésion du Mexique à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les obstacles ont été réduits de façon radicale. Les entreprises canadiennes ont maintenant un accès de plus en

plus libre à un marché comptant au-delà de 90 millions de consommateurs. Elles parviennent à y accroître leurs ventes dans les secteurs de l'automobile, des services financiers, du transport, de l'énergie et des pêches.

Le gouvernement Zedillo poursuit son ambitieux programme de privatisation visant des secteurs clés de l'économie. Ce programme comprend la privatisation des chemins de fer, des télécommunications, de la production d'électricité et du gaz naturel.

Le commerce et l'investissement suivent la cadence
Depuis de nombreuses années, le Canada entretient avec le Mexique des relations commerciales plus étendues et importantes qu'avec tout autre pays d'Amérique latine. De 1994 à 1996, le commerce bilatéral a progressé de 30 %, atteignant 7,3 milliards \$. En 1996, les exportations canadiennes se sont chiffrées à 1,3 milliard \$, tandis que les importations s'établissaient à 6 milliards \$.

À l'heure actuelle, les entreprises mexicaines, tant privées que publiques, recherchent vivement la technologie qu'ont à offrir les entreprises canadiennes, et souhaitent en faire des partenaires dans leurs activités. Les petites et grandes entreprises mexicaines sont à la recherche de processus et de produits de pointe ainsi que de techniques d'assurance de la qualité qui leur permettront d'améliorer l'attrait de leurs produits et services sur les marchés mondiaux.

La progression de l'investissement canadien au Mexique a même été supérieure à la croissance du commerce. Les obstacles à l'importation de technologies et services particuliers ont été levés dans les domaines des ordinateurs, des logiciels et des biotechnologies, par exemple.

L'investissement direct du Canada au Mexique a doublé au cours de la première année de l'ALENA. Il a continué de progresser au plus fort de la crise économique mexicaine en 1995, et a de nouveau bondi en 1996 avec les investissements de la Banque de Nouvelle-Écosse et de la Banque de Montréal dans le secteur bancaire mexicain.

Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1994 jusqu'à avril 1997, le Mexique a reçu 24 milliards \$US en investissements étrangers directs. La part du Canada a été de 1,4 milliard \$US, soit près de 6 % du total. Δ



Équipe Canada ouvre la voie

(Suite de la page II)

il aura fallu l'intervention du premier ministre Chrétien, à la demande de SPAR, pour que les négociations avec le Conseil thaïlandais de recherches débloquent et conduisent à la signature d'un contrat d'une valeur de 155 millions \$ en vue de la construction d'un système de téledétection par satellite. Δ